Synergies Roumanie n° 14 - 2019 p. 127-143

GERFLINT
ISSN 1841-8333
ISSN en ligne 2261-3463

Les promesses inachevées des protestations roumaines Bonne gouvernance et antisystème

Victoria Stoiciu
Université Babes-Bolyai, Roumanie
victoria.stoiciu@fes.ro

Reçu le 05-11-2019 / Évalué le 15-11-2019 / Accepté le 05-12-2019

Résumé

L'article part de l'hypothèse que la Roumanie post-communiste s'inscrit dans le contexte plus vaste de déplacement de la politique, connue comme post-politique, notamment de ce que Žižek appelle para-politique : le conflit avait été évacué de la société, transposé dans le passé et transformé en une question culturelle, en même temps que les problèmes sociaux et économiques ont été privatisés, ils sont devenus des affaires privées qui exigeaient des solutions individuelles. L'article montre comment en mettant en question les prémisses centrales sur lesquelles la société postcommuniste a été fondée et en articulant les demandes spécifiques dans un langage universel, les protestations inities en 2012 étaient caractérisés par un potentiel de ré-politisation. L'article décrit comment le caractère antisystème de protestation commencés en 2012, le rejet du système politique en ensemble et la contestation radicale des fondements sur lesquelles la société postcommuniste roumaine a été structurée ont été les prémisses d'une tentative de ré-politiser la politique en rendant visibles les conflits et les antagonismes qui traversaient la société roumaine. L'article montre comment dans les années suivantes le potentiel de ré-politisation a été raté. Ce processus a culminé avec les protestations de 2017, quand la critique antisystème de l'intérieur de la protestation a été totalement expulsé, étant remplacé avec une critique de la corruption, du gouvernement et du parti politique au pouvoir.

Mots-clés : gouvernance, mouvements sociaux, lutte sociale, protestations, néolibéralisme

The unachieved promises of Romanian protests Good governance and anti-establishment

Abstract

The article departs form the hypothesis that post-Communist Romania is part of a wider phenomenon, known as post-politics or, more exactly, what Žižek calls para-politics: a society from which the conflict is evicted, transferred into the past and transformed into a cultural issues, while social and economic problems are being privatized and transformed in private affairs that require private solutions. The article shows how by radically contesting the very foundations of the post-communist

BDD-A31133 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:57:28 UTC)

society and by articulating the specific in a universal language, the protests that emerged in 2012 in Romania had a powerful re-politicization potential. The articles describes how the antisystem character of the protests, their rejection of the entire political system and the contestation of the post-communist consensus had the potential to re-politicize the Romanian politics, by making visible the conflicts and the antagonisms that cut through the Romanian society. The article shows how in the years that followed the 2012 protests the re-politicization potential was missed. The process culminated with the 2012 winter protests, which have entirely expelled the anti-system critique form the protest' discourse, by replacing it with criticism against corruption, against government and against the political party in power at that time.

Keywords: governance, social movements, social fight, protestation, neoliberalism

Introduction

En 2012, la Roumanie avait toutes les caractéristiques d'une démocratie purement électorale. Malgré les allégations de fraude électorale ou de corruption, le processus électoral était relativement libre et correct (Freedom House, 2016). En même temps, les élections représentaient le seul canal à travers lequel les citoyens pouvaient exprimer leur voix – la participation civique hors des élections était très basse. Le *Democracy Index 2012* (The Economist Intelligence Unit) donnait un score de 6.54 à la Roumanie, ce qui la situait parmi les démocraties viciées (*flawed democracy*), comme la Serbie, la Bulgarie ou la République de Moldavie, mais aussi la Thaïlande, la Colombie ou encore l'Argentine. Le processus électoral et le pluralisme marquaient un score relativement haut – 9.58, alors que la participation politique enregistrait seulement 4.44 et la culture politique 4.38 (The Economist Intelligence Unit, Democracy Index, 2012). Dans le contexte d'une cartellisation de la scène politique, dominée par un nombre de partis politiques favorisés par une législation très restrictive pour l'émergence des nouvelles formations politiques, il n'était pas surprenant que la confiance dans la démocratie fût en déclin et l'abstentionnisme politique grandissant. Ainsi, entre 2007 et 2012, le taux de satisfaction par rapport à la démocratie avait diminué de 36 % à 13 %, au plus bas niveau des pays de l'Union Européenne avec la Grèce, 11% et très loin de la moyenne européenne, 47 % (Standard Eurobarometer, 2004-20012).

Et pourtant, durant l'hiver de 2012, des milliers des citoyens investirent les rues dans toutes les villes du pays pour protester contre la tentative du gouvernement de privatiser le système de santé. Il est important de noter que ces protestations venaient après deux années de mesure d'austérité et de réformes structurelles entreprises par le gouvernement de centre-droit qu'il présentait comme une réponse à la crise économique. Même si le gouvernement BOC retira le projet de loi

BDD-A31133 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:57:28 UTC)

de privatisation du système de santé, les protestations continuèrent pendant des semaines.

En fait, 2012 n'était qu'un début. Dans les années suivantes, entre 2012 et 2017, une vague de nouvelles protestations s'empara du pays. Tout d'un coup, les élections ne furent plus la seule modalité pour les citoyens de se faire écouter. De plus, l'évolution des protestations connut une trajectoire sinueuse et imprévisible. Le caractère antisystème des protestations, très marqué pendant 2012 et 2013, fut graduellement remplacé par un message anti-corruption et de bonne gouvernance, en même temps que la révolte contre un seul parti politique se substituait à la révolte contre l'ensemble du système.

Politique dépolitisée

Les protestations de 2012 et celles qui ont suivi étaient provoquées par des mesures très spécifiques – un projet de privatisation de la santé (2012), un projet qui facilitait l'exploitation des ressources aurifères du pays, la déforestation, etc. Dans tous les cas, les protestataires qui sont sortis dans la rue ont réussi à bloquer les lois qui ont provoqué leur mécontentement, mais un autre enjeu semblait être de mise – la re-politisation de l'espace politique.

On a déjà mentionné le fait que la Roumaine de 2012, comme beaucoup de pays de l'Europe centrale et orientale était loin d'être une démocratie fonctionnelle. Qu'on l'appelle démocratie électorale, démocratie viciée ou autrement, le contraste entre la démocratisation formelle et les pratiques sociales qui l'accompagnent restait un trait dominant. Mais la formalisation et le caractère procédurier défavorables aux pratiques informelles relèvent d'un autre phénomène, plus profond, qui caractérise la scène politique roumaine : le déplacement, la destitution du politique de la vie politique.

Pour mieux comprendre ce phénomène, on fait appel à la distinction entre *le politique* et la politique qui est souvent utilisée par beaucoup d'auteurs pour distinguer entre *la politique* pure et le système politique, ainsi que les formes d'action politique. Paul Ricœur, par exemple, fait la différence entre *le politique*, compris comme l'engagement rationnel entre les individus et *la politique*, comme le champ du pouvoir et luttes stratégiques pour conquérir ce pouvoir (Ricoeur, 1957). Jacques Rancière, de son côté, entend par *le politique* non pas seulement quelque chose diffèrent de *la politique*, mais comme quelque chose lui étant tout à fait opposé. *Le politique* perturbe *la politique*, qui est l'ordre politique (la police), incarnée par les formes institutionnelles de faire politique. *Le politique* n'est pas l'exercice du pouvoir, ni une forme spécifique du pouvoir, mais tout à fait le

BDD-A31133 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:57:28 UTC)

contraire : le politique fait son apparition comme un accident dans l'histoire de la domination. Si l'ordre normal unit les individus sous la loi de ceux qualifiés pour exercer le pouvoir, fussent-ils rois, gouvernements, etc., *le politique* introduit la disruption de cet ordre, car son essence est la manifestation du *dissensus* comme la « présence de deux mondes dans un ». L'essence du politique réside pour Rancière dans l'acte de subjectivation, qui sépare la société d'elle-même, en contestant « l'ordre naturel des corps » et en reconfigurant d'une façon polémique la distribution du sensible. *Le politique* est ainsi un processus d'émancipation, qui oppose la logique du désaccord à la logique de la police (Rancière , 2011). De Nancy à Laclau, de Lefort à Badiou, plusieurs auteurs soulignent la différence entre *le politique* et *la politique* et font une distinction entre politique authentique, réelle et politique institutionnalisée, bureaucratique (Marchart, 2007).

En même temps, certains auteurs distinguent entre différentes catégories du déplacement du politique : Žižek fait une différence entre ultra-politique et post-politique (Žižek, 1999), en même temps que Rancière distingue entre archi-politique, para-politique et métapolitique (Rancière, 1999). L'archi-politique est l'acte de dévouement, qui fonde l'ordre policier dans l'idée d'une communauté harmonieuse, non-divisée. Un exemple d'archi-politique est le populisme nationaliste, qui réside sur l'idée d'une communauté homogène. La para-politique, quant à elle, reconnaît que la société n'est ni homogène, ni harmonieuse et admet les différences, mais en même temps les reconfigure d'une façon qui dépossède ces différences de leur force disruptive, en les réduisant à la concurrence entre partis et opinions politiques. La métapolitique, elle, dénonce toutes les constructions créées afin d'organiser cette fausse compétition, elle reconnait les inégalités existantes, mais réduit leur origine à une source unique, primordiale, comme la lutte de classe, par exemple. Zizek ajoute au triangle de Rancière l'ultra-politique et la post-politique. L'ultra-politique est une forme de dépolitisation qui sape toute tentative de contestation de l'ordre social existant en créant un alter-ego radicalement différent, qui ne laisse aucun terrain commun pour un conflit symbolique : le terrorisme et l'extrême droite sont des manifestations de l'ultra-politique. Finalement, la post-politique, le concept le plus populaire, est pour Zizek la forme post-moderne de dissimulation du conflit, qui met le politique au service du capitalisme global et de l'humanitarisme multiculturel en mobilisant des réseaux d'experts et des techniques délibératives. Les vieux clivages idéologiques sont ignorés et oubliés, alors que la critique et les débats sont institutionnalisés et sont devenus des éléments intégratifs de la société, de la sphère publique. En même temps, les principes qui organisent la société sont pacifiés, naturalisés et poussés hors de toute contestation ou critique.

BDD-A31133 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:57:28 UTC)

Toutes ces formes représentent des formes de dépolitisation, qui ont pour objectif de légitimer le partage entre l'action opérée par la police et la faculté de rendre invisibles ou inoffensives les inégalités existantes. Le déficit démocratique, dont on parle tellement, est compris comme une limitation des moyens dont les citoyens disposent pour établir, changer ou contester leur relation avec l'Etat. Le déficit démocratique est dans cette perspective juste un épiphénomène, qui révèle une caractéristique du phénomène politique contemporain, de plus en plus dépolitisé.

La Roumanie ne fait aucune exception de la tendance de déplacement de la politique – une brève analyse du paysage politique post-1989 met en évidence la dépolitisation. La capture de l'Etat par une élite, qui caractérise la Roumanie de même que les autres pays de la région, n'est pas seulement une perversion du politique par une minorité prédatrice, elle est aussi une émanation spécifique de la para-politique moderne. Dans la para-politique, le politique devient une question d'esthétique, d'apparences, qui prend la forme d'une oligarchie pour les oligarques et de la démocratie pour le démos. La para-politique remplace les acteurs du conflit politique par des acteurs de l'appareil de la police, l'accent est mis sur les procédures. En même temps, le para-politique divise la communauté, les groupes en des individus séparés, en substituant la lutte de classe contre la guerre de tous contre tous. C'est exactement le type de dilution des identités collectives émergeant de la transition économique qui a été opéré en Roumanie dans le postcommunisme. Les chômeurs produits par les restructurations et privatisations massives, les perdants de la transition, les précaires ont été systématiquement ignorés par la politique. Cela ne veut pas dire qu'on n'avait pas de mesures spécifiques et des politiques sociales pour eux, mais le centre du politique était occupé par d'autres conflits, plus ou moins artificiels. La narration dominante envisageait le retard du pays et le besoin de rattraper le capitalisme occidental ; au lieu d'aborder les conflits qui traversaient la société ; le discours dominant blâmait le passé communiste pour tous les dysfonctionnements du présent. Ainsi, le conflit avait été effectivement évacué de la société, transposé dans le passé et transformé en une question culturelle. Le lourd héritage communiste, les mentalités dépassées, la résistance face au changement sont devenus l'expression des faux conflits inaugurés par l'ordre postcommuniste en Roumanie. En même temps, les problèmes sociaux et économiques ont été privatisés, ils sont devenus des affaires privées qui exigeaient des solutions individuelles. Comme Boris Buden l'affirmait, dans le postcommunisme, les contradictions sociales sont restées vacantes du point du vue affectif ; elles existent, mais elles ne sont pas perçues (Buden, 2009). Une anesthésie sociale avait été opérée et la société en était dépolitisée. En même temps, les partis politiques

BDD-A31133 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:57:28 UTC)

roumains se sont transformés en « proxies » pour des intérêts économiques, complètement découplés des antagonismes sociaux et, à cause de cela, profondément dépolitisés.

Vers 2005, un nouveau conflit a été institutionnalisé par l'ordre politique : la lutte contre la corruption. Même si Roumanie était un pays où la corruption était structurelle, la façon dont les enjeux de la lutte contre la corruption ont été formulés a donné naissance à une nouvelle vague de dépolitisation. Le discours dominant narrait la corruption comme une caractéristique culturelle et un phénomène autonome, découplé de l'économie politique de la transition. Le lien entre la logique capitaliste néolibérale, la vague de privatisations post-communistes et la corruption a été dissimulé et rendu invisible. Comme les autres problèmes, la corruption était une question qui tenait du spécifique national et expliquée par le retard du pays, dont le passé communiste était responsable. En même temps, la corruption a été circonscrite presque uniquement à l'Etat et à ses représentants, les gouvernants et les politiciens. En négligeant la corruption dans le secteur non-publique et privé, cela a représenté, d'un côté, une mystification et, d'autre côté, une façon d'évacuer une dimension importante du conflit de la sphère politique, en la rendant invisible et indicible. Mais la circonscription de la corruption presque exclusivement à la politique et à l'Etat a nourri aussi la méfiance par rapport au et à la politique et à toutes ses formes de manifestation : partis politiques, élections, représentation. Le politique est devenu synonyme de corruption.

Les croyances et les thèses énumérées ci-dessus ont donné naissance à ce qu'on peut appeler le consensus post-communiste en Roumanie, c'est-à-dire une grille de lecture consacrée par l'ordre politique existant qui expulsait du champ politique les antagonismes sociaux réels, parfois pressants, afin de consolider sa domination et maintenir le statu quo à son profit. Ce consensus a eu des effets profondément dépolitisant, en réduisant la politique à des procédures et à une compétition formelle entre les acteurs de l'appareil politique, sans aucun intérêt réel pour les citoyens. La méfiance dans la politique et l'absentéisme politique ont été les symptômes de la dépolitisation du politique.

De la protestation antisystème à la protestation antigouvernementale

Les protestations de 2012 one été les premières où le consensus postcommuniste en Roumanie a été contesté. Pour la première fois, des problèmes qui restaient indicibles et invisibles ont été proclamés à haute voix dans la rue : privatisations frauduleuses, immixtion du grand capital dans les décisions politiques, investissements publics trompeurs et insuffisants, et surtout écart immense entre les

BDD-A31133 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:57:28 UTC)

gagnants et les perdants de la transition, entre ultra-privilégiés du système et resta de la population. Proéminent dans ces protestations, leur caractère antisystème, partiellement conservé dans les protestations qui ont suivi, le rejet du système politique et surtout des partis politiques existants, en même temps qu'une contestation radicale des fondements sur lesquelles la société postcommuniste roumaine a été structurée, ont été les prémisses d'une tentative de politiser la politique, en rendant visibles les conflits et les antagonismes qui traversaient la société roumaine et qui achoppaient sur des inégalités flagrantes et pourtant ignorées. « Unis, nous sauvons tout le pays ! » et « Nous sommes apolitiques ! » sont les principaux slogans, mais aussi le fil rouge des protestations des 2012 et 2013.

L'auto-proclamé apolitisme des protestations de 2012-2013 nécessite une attention particulière. Au premier regard, les protestataires étaient loin de repolitiser le politique, mais au contraire proclamaient une distance envers la politique. Dans le même temps, le paradoxe était évident, comment cataloguer comme apolitique un mouvement qui ne conteste pas seulement des projets de loi en soi, mais qui met en discussion des questions fondamentales, comme la privatisation des ressources naturelles, l'accès aux biens publics, les privilèges accordés d'une manière inéquitable et non-transparente ? On peut affirmer que ces protestations ont transcendé leurs objets particuliers en abordant des problèmes systémiques – caractéristique d'ailleurs des protestations anti-austérité qui se sont propagés partout en Europe à partir de 2008. Certains auteurs ont indiqué que nombre de ces manifestations ont exprimé un mécontentement contre les mesures d'austérité, mais aussi contre la façon de faire de la politique ; un mécontentement fondé sur la méfiance généralisée dans les institutions politiques établies et une sorte de scepticisme bien enraciné envers la façon dont les décisions politiques sont prises (Kaldor, 2015). On peut affirmer aussi que les démonstrations de 2012 et celles qui ont suivi (2013), n'ont pas été seulement des mouvements anti-austérité ou environnementalistes, mais des contestations radicales du système politique. La question écologique ou sociale a été subordonnée à une insatisfaction généralisée envers la politique « comme d'habitude », qui produit risques écologiques, abus de droit et précarité. Comme Žižek l'affirme, un soulèvement populaire commence à être politique quand une revendication particulière fonctionne comme une condensation d'une opposition universelle contre « Eux », ceux qui sont au pouvoir, et que les protestations transcendent la revendication particulière et gagnent une dimension universelle (Žižek, 1999).

On peut conclure que l'apolitisme auto-proclamé des protestations révèle une confusion qui n'est pas seulement étymologique, mais aussi épistémologique : la politique est conçue seulement comme politique institutionnalisée. Etre apolitique,

BDD-A31133 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:57:28 UTC)

c'est être hors de la politique institutionnalisée, équidistant de tous les partis politiques, d'où le slogan : « Tous les partis sont la même misère ». C'est un refus des prémisses sur lesquelles *tous les partis politiques roumains* fonctionnaient. Mais, comme selon l'acception commune la politique est équivalente à la politique institutionnalisée, à la politique menée par les partis politiques, il en résulte un rejet de la politique telle quelle et un apolitisme autoproclamé. En fait, paradoxalement, c'est exactement cet apolitisme qui rend les protestations profondément politiques, car il témoigne d'un rejet des prémisses fondatrices de la politique roumaine post-communiste et demande la réinvention de celle-ci sur de nouvelles prémisses.

Ce caractère « apolitique », avec un potentiel énorme de repolitisation, a été graduellement abandonné dans les protestations des années suivantes – 2014, 2015 et surtout 2017. En fait, les après 2012, tous les mouvements protestataires ont été le terrain de la confrontation entre des positions antisystème et des tendances à se rallier ou à critiquer seulement certains partis ou personnalités politiques.

En 2014, les manifestations déclenchées à l'occasion de la campagne électorale présidentielle avaient déjà un parti-pris évident et se positionnaient clairement du côté d'un compétiteur électoral (Klaus Iohannis). Même si quelques voix antisystèmes ont été présentes dans la rue, leur message est resté marginal dans l'économie des protestations.

En 2015, pendant les protestations déclenchées par le refus du Président Iohannis de promulguer une loi qui limitait l'exploitation forestière illégale, on observe encore une ambivalence : on proteste contre le Président, mais aussi contre le gouvernement Parti Social-Démocrate (PSD). « Tous les partis ont coupé les forêts ! » était un message largement diffusé par les protestataires. La demande d'arrêter les exploitations illégales des forêts vierges incluaient des préoccupations universelles, comme l'exploitation et la marchandisation de la nature, l'asymétrie du pouvoir entre les citoyens et le capital (le Président a justifié son refus avec les arguments présentés par une multinationale, la *Schweighofer*).

En novembre 2015, les protestations provoquées par un incendie dans un club de nuit de la capitale, soldé par la mort de plus de 60 personnes, ont perpétué le mélange entre la protestation antisystème et la protestation anti-gouvernementale. Même si on pouvait encore dépister des messages contre tous les partis, la rage de la rue a été essentiellement dirigée contre le parti de gouvernement, le PSD, alors que l'opposition et le Président Iohannis one bénéficié de la « clémence » des protestataires. Pourtant, des messages comme « La rue est apolitique », « Toute la classe politique est coupable », « Nous ne voulons pas vous reformer, nous voulons vous

BDD-A31133 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:57:28 UTC)

remplacer », « On n'est pas sortis dans la rue pour faire tomber le gouvernement, mais pour changer le système » coexistaient avec des messages comme « Iohannis, t'as une seule chance », « La rue cherche des leaders » « On attend des leaders compétents ». La dernière catégorie de messages faisait une différence entre le Président Iohannis et le reste de la classe politique et exprimait l'attente pour un leader nouveau, diffèrent et compètent, incarné par le Président Iohannis. Malgré sa longue carrière politique comme maire de la ville de Sibiu et son appartenance au Parti National Liberal, le Président Iohannis était perçu comme étant extérieur à la politique, comme un *outsider*. Cette perception est nourrie par la distance qu'il a toujours gardé face à la politique centrale, aux scandales et disputes qui la traversent ; pendant toute sa carrière politique, il a surtout été responsable des affaires locales, perçues comme des questions administratives, apolitiques. C'est cette perception qui a permis le glissement des protestations vers une condamnation d'une partie du spectre politique et a alimenté leur caractère anti-gouvernemental. En tout cas, on peut remarquer la différence entre le traitement diffèrent des figures/partis politiques par rapport aux protestations de 2012 ou 2013, quand tous les politiciens qui ont voulu joindre les protestations ont été hués et bannis par la foule protestataire et l'idée même d'avoir « des leaders » était à l'époque catégoriquement refusée.

Enfin, le caractère anti-gouvernemental est devenu dominant pendant les protestations de février 2017, quand la Roumanie a connu les manifestations populaires les plus grandes de son histoire postcommuniste. La fureur de la population a été provoquée par une ordonnance d'urgence adoptée par le gouvernement d'une manière non-transparente et qui était favorable à certains politiciens accusés de corruption. Des centaines de milliers des personnes sont sorties dans la rue, malgré les températures très basses. Les protestations ont continué pendant des semaines et se sont finalisées par l'abrogation de l'ordonnance. Mais, malgré son succès et ses résultats remarquables, les protestations de février 2017 ont mis un terme au processus de re-politisation entamé en 2012, comme on va le montrer ci-dessous.

Re-politisation échouée

Trois particularités des protestations de février 2017 sautent aux yeux et les différencient des protestations précédentes : le contenu de la problématique évoquée, l'alignement politique et l'emplacement de la protestation.

Comme on l'avait déjà observé, les protestations antérieures ont mis en question les fondements même du contrat social postcommuniste. Même s'ils étaient provoqués par une demande particulière, les protestations précédentes ont

BDD-A31133 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:57:28 UTC)

toujours transcendé cette revendication, en mettant en évidence des problèmes plus généraux, globaux, qui questionnaient le consensus postcommuniste. Les problèmes particuliers se dissolvaient dans des thématiques universelles, sans perdre leur spécificité. Les protestations de 2012 ont été provoquées par la tentative du gouvernement de privatiser le système de santé, mais ont fini par mettre en question la relation entre le citoyen et l'Etat, la logique qui se trouve derrière la distribution des ressources publiques, les privilèges de certains groupes. De façon pareille, le problème écologique qui a nourri les protestations de 2013 a fusionné avec l'interrogation du modèle de développement poursuivi par la Roumanie dans le postcommuniste, la relation entre l'Etat et le capital, surtout les corporations multinationales, la marchandisation de la nature. Cette dissolution des problèmes spécifiques dans des préoccupations globales a caractérisée toutes les protestations d'avant 2017. C'est, d'ailleurs, une caractéristique des mouvements sociaux survenant après 1990, les ainsi-dits mouvements globaux, qui articulent leurs demandes spécifiques, parfois locales, d'une manière globale (Wieviorka, 2003b).

Les protestations de 2017 n'ont pas opéré cette transition du particulier à l'universel. La problématique des protestations de 2017 a gravité uniquement autour de la corruption, sans aller plus loin et questionner les causes et le contexte dans lequel la corruption s'est développée. Qui plus est, la narration anti-corruption adoptée par les protestataires a été consonante avec le discours dominant sur la corruption, qui voit dans la corruption un phénomène détaché de l'économie politique postcommuniste, expliquée par la culture politique du pays, le passé communiste et le comportement discrétionnaire des politiciens. Dans cette narration, le PSD est le parti le plus corrompu, parce qu'il est perçu comme l'héritier le plus proche de l'ancien Parti Communiste. « PSD, la peste rouge » était un des messages récurrents des protestations de février 2017. Ce slogan met en évidence les prémisses centrales du discours anti-corruption : l'héritage communiste (corruption), incarné par un parti politique (PSD), est une maladie contagieuse qui a accaparé le corps social et politique. Le mal (la corruption) est compris comme étant extérieur : il ne s'agit pas plus d'un contrat social défectueux, dans lequel l'injustice est intrinsèque, mais d'une cause venue de l'extérieur, du passé communiste et qui empêche la réalisation plénière du contrat social postcommuniste. D'où les solutions envisagées par les protestataires pour en finir avec ce mal : plus de pouvoirs aux institutions qui luttent contre la corruption, mise en prison des politiciens corrompus et mise hors-la-loi du PSD. Contrairement aux protestations des années antérieures, accusées de n'avoir pas produit de solutions concrètes aux problèmes évoqués, celles de février 2017 venait avec des solutions précises, mais aussi très simples voire simplistes, comme l'interdiction d'un parti politique voté en décembre 2016 par 40 % de ceux qui ont participé aux élections.

BDD-A31133 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:57:28 UTC)

En ce qui concerne l'alignement politique, on avait déjà observé cette tendance lors des protestations antérieures, comme celle de novembre 2014 (pendant les élections présidentielles) ou de novembre 2015 (après l'incendie soldé avec la mort de plus de 60 personnes). Avec l'ascension de Klaus Iohannis comme figure politique centrale, une partie des protestataires ont abandonné le discours antisystème et ont manifesté un soutien sans équivoque pour le président. On a été donc les témoins d'un phénomène très intéressant : en 2014, quand il a été élu, Klaus Iohannis était perçu comme extérieur à l'arène politique, comme un personnage qui ne faisait pas part du « système », malgré sa longue carrière comme maire de Sibiu. On peut expliquer l'alignement politique des protestataires de 2014 auprès de Klaus Iohannis comme l'expression du rejet du « système », comme support pour une figure perçue comme antisystème. En 2017, plus de deux ans après l'élection de Iohannis, il n'est plus une figure venue de l'extérieur du système, il en fait déjà partie, de sorte que toute affiliation avec lui puisse être considérée comme une renonciation à l'attitude antisystème et un alignement politique. Lors d'un discours tenu devant la foule, le président Iohannis affirma que les gens qui protestaient dans la rue étaient « ses Roumains ». Les protestataires, à leur tour, reçurent chaleureusement le président quand il descendit au milieu de la foule.

Finalement, le remplacement géographique de la manifestation populaire est très suggestif. Lors des protestations antérieures, les manifestants se rassemblaient dans la Place de l'Université et parfois organisaient des marches sur les grands boulevards de la ville. Il n'y a aucun bâtiment administratif dans la Place de l'Université, le Parlement, le gouvernement et les autres institutions publiques étant situées ailleurs. Mais la Place de l'Université a une signification à part, c'est le lieu qui symbolise l'opposition au système communiste, le changement radical, la Révolution. On ne proteste dans la Place de l'Université contre une institution quelconque ou contre telle ou telle figure politique : c'est l'opposition contre le régime politique, contre le système tout entier. Les protestations de 2017 ont changé de géographie – tous les rassemblements populaires ont eu lieu dans la Place de la Victoire, où se trouve le siège du gouvernement. Le changement de la géographie des protestations révèle, en fait, la métamorphose de la substance de la protestation même, le glissement de l'opposition contre le système vers la critique d'un seul parti politique, d'une seule institution.

Cette transformation n'implique pas du tout une critique de la protestation qui a eu lieu en février 2017 ; tout au contraire, dans un pays caractérisé par une culture politique de l'abstention, la protestation est un signe de progrès vers une culture politique plus active, plus participative. En même temps, il faut souligner que malgré la résistance civique, malgré les centaines de milliers de personnes

BDD-A31133 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:57:28 UTC)

sorties dans la rue, les protestations de février n'ont pas atteint le potentiel de re-politisation présent lors des autres protestations. Comme on l'a déjà montré, presque tous les mouvements civiques antérieurs étaient traversés par une double tendance : critique du système contre critique d'une partie du système, demandes universelles contre demandes particulières. Les protestations de février 2017 marquent une différence remarquable par rapport aux protestations antérieures : c'est la première fois qui le discours antisystème est éliminé et la protestation est focalisée exclusivement contre le gouvernement et contre le parti politique au pouvoir. Comment cette évolution a été possible et surtout quels sont les facteurs qui ont déterminé cette métamorphose ?

Hégémonie de la bonne gouvernance

Pour mieux comprendre l'évolution du mouvement social qui a débuté en Roumanie en 2012, il faut comprendre le contexte discursive et politique dans lequel il est apparu. Il en a deux grandes approches théoriques des mouvements sociaux. La première est fondée dans la théorie de la mobilisation des ressources de Charles Tilly, qui analyse les mouvements sociaux dans la perspective du comportement rationnel des acteurs collectifs qui essayent de consolider leur position au niveau politique et de gagner plus d'influence par la mobilisation des différentes ressources, y compris, de la violence, dans certaines situations (Tilly, 1975). Dans cette optique, les mouvements sociaux sont formés par des acteurs rationnels, qui s'engagent dans des batailles stratégiques et utilisent des ressources informationnelles, organisationnelles, financières afin d'atteindre leurs objectifs. La conséquence de cette théorie est que l'absence de ces ressources rend impossible l'action collective (Mc Adam, 1982).

Une deuxième approche, dont l'exposant principal est Alain Touraine, s'occupe des mouvements sociaux comme des actions des acteurs dominés qui provoquent l'ordre établie et essayent de s'approprier le control de l'historicité, c'est à dire des significations et orientations principales de la vie communautaire (Touraine, 1971).

Les deux approches ne sont pas diamétralement opposées, même si la tentative de pénétrer le système politique et la tentative de s'approprier le contrôle de la culture et de l'apprentissage sont deux choses très différentes. Le débat entre les deux orientations peut se traduire, en fait, par un débat entre la réduction de l'action collective à un simple instrument, comme dans la théorie de Tilly, et la priorisation du sens, de la signification de l'action collective plus que de sa finalité, comme dans la théorie de Touraine. Cette dernière orientation met l'accent sur

BDD-A31133 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:57:28 UTC)

l'importance de la narration (*framing*) : selon cette théorie, la clé permettant de forger des identités collectives et l'articulation des significations communes dépend de la modalité dans laquelle l'action collective est narrée (Snow, Rochford, Worden, Benford, 1986 : 464-481).

Ainsi, on peut déjà observer à l'occasion des protestations de 2013 une confrontation manifeste entre le narratif antisystème, d'un côté, et le narratif de la bonne gouvernance, de l'autre côté. Si le narratif antisystème accentue le déficit structurel de la société et de la politique postcommuniste, parfois allant même dans la direction d'un discours anticapitaliste, la narration de la bonne gouvernance essaye d'accentuer les revendications spécifiques : la revendication pour un gouvernement intègre et des politiques publiques transparentes et responsables. Même si les protestations de 2012 ont commencé comme un mouvement antisystème, dans les manifestations qui ont suivi peu après, le discours de la bonne gouvernance a graduellement pénétré et grandi en importance. Les protestations de 2017 ont été le couronnement des efforts de la narration de la bonne gouvernance pour marquer de leur empreinte la signification du mouvement social né en 2012.

Pour mieux comprendre ce succès, il faut comprendre le rapport des forces entre les deux narrations. Contrairement à la narration de la bonne gouvernance, le discours antisystème était marginal dans le paysage médiatique et culturel roumain. Les principaux promoteurs de cette narration étaient des groupes d'activistes ou d'intellectuels plutôt marginaux et des plateformes online peu connues ou alternatives (CriticAtac, Gazeta de Arta Politica). La narration de la bonne gouvernance était, au contraire, bien établie et promue par des institutions internationales, des organisations non-gouvernementales et des universitaires. Dans une position privilégiée, avec des liaisons étendues dans les médias, la tentative de narrer les protestations est naturelle et prévisible.

L'ascension de la bonne gouvernance en Roumanie coïncide avec l'ascension du néolibéralisme comme doctrine économique, programme des politiques publiques et cadre d'analyse, promue par la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International (Cerny, 2008). En parallèle avec ces institutions internationales, une multitude de *think-tanks*, de milieux universitaires et de chercheurs ont développé et raffiné la doctrine de la bonne gouvernance (Ban, 20114). Ils se sont impliqués dans le développement des guides, des *feuilles de route*, des études et des alliances pour faire avancer le concept de la bonne gouvernance : la Coalition pour une Gouvernance Propre (2005), la Coalition pour la Bonne Gouvernance (2006), la Carte Blanche de la Bonne Gouvernance (2012). L'idée dominante de la bonne gouvernance est que les crises ne sont pas produites par des facteurs externes ou par des évènements naturels, intrinsèques au système, mais par l'échec du gouvernement d'adopter

BDD-A31133 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:57:28 UTC)

des politiques correctes (Munshi, Abraham, Chauudhuri, 2009). Ainsi, tous les dysfonctionnements de la société roumaine postcommuniste sont expliqués par les décisions erronées des gouvernants et leur comportement irresponsable. Le rôle du pays dans l'économie globale, le processus de désindustrialisation, la dépendance du capital étranger ne sont pas inclus dans l'analyse ou sont traités comme des phénomènes marginaux. Le résultat a été la mise en place de la bonne gouvernance comme un concept clé pour penser la société et la politique. Elle est devenue ce qu'Antonio Gramsci appelle le paradigme hégémonique : une idéologie dominante que justifie le statu quo et qui cache le caractère artificiel des institutions sociales (Gramsci, 1992).

Le discours antisystème des protestations antérieures à 2017, soit-il marginal ou dominant, a été une tentative de remplacer l'hégémonie de la bonne gouvernance par l'action collective (même si Gramsci a envisagé un parti politique comme acteur central) (Gramsci, 1992). Dans les termes de Foucault, c'était un essai d'établir un régime alternatif de vérité en opérant une analyse critique du régime en vigueur, responsable pour les relations du pouvoir dominantes (Foucault, 2001). En même temps, comme on l'a déjà affirmé, c'était une tentative de repolitiser la politique, en mettant au premier plan les contradictions et les conflits ignorés par le régime de vérité dominant.

Quand même, la narration constante des toutes les protestations qui ont eu lieu entre 2013 et 2017 comme des mouvements anti-corruption, l'accentuation de certains messages, de certains slogans en défaveur des autres a consolidé le narratif de la bonne gouvernance comme cadre d'analyse des protestations. On a déjà observé cette confrontation pour narrer les protestations en 2013 : d'un côté, on a le camp qui déchiffre les protestations comme des mouvements antisystème, d'autre côté, on a le camp qui décrit les protestations comme des revendications pour la suprématie de la loi (*rule of law*), pour une gouvernance responsable et dans l'intérêt publique. « La bataille pour l'âme de la protestation », « La vérité suprême et ultime sur les manifestations » (Ghinea, 2013), « On ne peut pas changer les réalités en utilisant la vielle rhétorique » (Rogozanu, 2015) sont des exemples de titres d'articles apparus dans la presse ou sur les blogs qui témoignent de la confrontation entre les deux narrations, dont l'enjeu est de formuler la signification des protestations.

Même si les protestations de 2012 ont commencé comme un mouvement antisystème, les ressources intellectuelles, financières et médiatiques du camp de la bonne gouvernance ont étaient décisives et les protestations de 2017 ont marqué une victoire absolue, mais non décisive, du narratif de la bonne gouvernance. Dans cette perspective et malgré leur succès (abrogation de l'ordonnance 13),

BDD-A31133 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:57:28 UTC)

les manifestations de 2017 ont renforcé le statu quo, au lieu de le contester. Les références, les problèmes et les solutions identifiées par les protestataires s'inscrivaient dans le même paradigme qui a généré le mécontentent. L'hégémonie, nous dit Gramsci, n'exclue pas la résistance, tout au contraire, elle essaye de l'incorporer pour la priver de sa force et la transformer dans un renforcement du statu quo (Gramsci, 1992).

Pourtant, on peut affirmer que les protestations, même articulées dans le langage de l'hégémonie, ont quand même provoqué un changement : il y a des indices selon lesquels le processus politique est devenu plus inclusif, les revendications des citoyens incorporées dans les prises de position des politiques et peut-être même dans les politiques publiques elles-mêmes. Le caractère procédurier commence à être complété par des pratiques délibératives. Il semble que la parapolitique, qui a caractérisé le paysage politique roumain de l'après 1989 vient d'être remplacée par la post-politique, cette manière de disloquer le politique qui consiste dans la mobilisation des réseaux d'experts, des techniques délibératives, qui mène à l'institutionnalisation de la critique et du débat, en même temps que l'antagonisme social est neutralisé, pacifié et rendu hors de tout critique.

Conclusion

Les protestations commencées en Roumanie en 2012 ont débuté avec la promesse tacite de repolitiser la politique. Ils n'ont pas seulement mis fin à la longue apathie civique et politique qui a caractérisé la culture politique post-communiste, mais ils ont aussi créé une brèche dans le consensus post-communiste, dont l'effet était l'évacuation des conflits majeurs de l'espace politique et la privatisation des problèmes sociaux. Ils ont mis en question les prémisses centrales sur lesquelles la société postcommuniste a été fondée et ont articulé les demandes spécifiques, qui ont déclenché la rage populaire, dans un langage universel.

Les protestations qui ont eu lieu entre 2012 et 2017 ont été formulées comme une critique contre le système, en s'opposant ainsi à l'ordre politique établi, *la police* de Rancière. Ainsi, ils ont créé une nouvelle dynamique entre les citoyens et le système, une dynamique qui a perturbé la distribution du sensible et a reconfiguré le visible : ils ont fait visible, dicible et tangible l'antagonisme qui traversait la société et qui a été camouflé par la parapolitique (Rancière, 2000).

La contre-offensive du système a été presque immédiate : déjà, en 2013 pendant les protestations on observe une confrontation acerbe pour donner une signification particulière aux protestations, pour imposer le narratif sur ce qui se passait dans la rue. Cette confrontation est réapparue à l'occasion de chaque protestation – on

BDD-A31133 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:57:28 UTC)

pouvait l'observer dans les articles de la presse, dans les positions publiques etc., mais aussi au milieu des participants, où la position antisystème coexistait avec la critique limitée, ponctuelle des partis du système.

Les protestions de 2017 ont marqué l'expulsion totale de la critique antisystème de l'intérieur de la protestation et le remplacement de celle-ci avec un critique de la corruption, du gouvernement et du parti politique au pouvoir. Les revendications des protestataires ont été, finalement, articulées exclusivement dans le langage du paradigme discursif dominant de la bonne gouvernance. Les protestataires cherchaient des solutions dans le même cadre d'analyse qui a perpétué les problèmes et produit la méfiance, ce qui a renforcé le statu quo, mais a aussi freiné la tentative de repolitisation qui a débutée en 2012.

Pourtant, les dés ne sont pas jetés, car le mouvement social qui a commencé à se coaguler en 2012 est loin d'être configuré de manière décisive. Même si 2017 a réussi à évacuer la critique antisystème du sein des protestations, les forces sociales qui ont alimenté la confrontation entre l'hégémonie de la bonne gouvernance et la critique antisystème sont encore vivantes. L'histoire des protestations roumaines est en plein cours.

Bibliographie

Ban, C. 2014, *Dependență și dezvoltare. Economia politică a capitalismului românesc*. Cluj-Napoca: Tact.

Bauman, Z. 2000. *The individualized society*. Cambridge: Polity Press.

Boas, M., McNeill, D. (éds). 2003. *Global Institutions and Development: Framing the World?* Londres: Routledge.

Buden, B. 2009. *Zone des Übergangs (The Zone of Transition. On the End of Post-Communism*. Frankfurt am Main: Suhrkamp.

Cerny, Ph. G. 2008. « Embedding Neoliberalism: The Evolution of a Hegemonic Paradigm», in *The Journal of International Trade and Diplomacy*, Vol. 2, No. 1.

Cistelican, A. 2013. *Cu scepticism înainte*, [En ligne] : http://www.criticatac.ro/24153/cu-scepticism-inainte, accès 26 Février 2016,

Demmers, J., Fernández, J., Alex E., Hogeboom, *B.*, (éds). 2004. *Good governance in the era of global neoliberalism: Conflict and depolitisation in Latin America, Eastern Europe, Asia and Africa*. Londres: Routledge.

The Economist Intelligence Unit. 2012. *Democacy index 2012*.

[En ligne]: http://na-abk.marketo.com/rs/eiu2/images/Democracy-Index-2012.pdf.

Ernu, V. 2013. În fața noastră stă 1907. Cum procedăm? *Să mergem la locul crimei…*,

[En ligne]: http://www.criticatac.ro/24021/in-faa-noastr-st-1907-cum-procedm/, [consulté le 29 février 2016].

Rogozanu, C. 2015. *Nu poți schimba realitățile folosind aceeași retorică*. [En ligne]: http://www.gandul.info/gandul-meu/gandul-meu-costi-rogozanu-nu-poti-schimba-realitatile-folosind-aceeasi-retorica-14876337 [consulté le 2 mars 2016].

Ghinea, C. 2013. «Adevărul suprem și ultim despre manifestațiile din Piață». In: *Dilema Veche*, no. 501.

BDD-A31133 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:57:28 UTC)

Gramsci, A., Buttigieg, Joseph A. (ed.).1992. *Prison Notebooks*. New York City: Columbia University Press.

Foucault, M. 1976, « La fonction politique de l'intellectuel », in *Dits et écrits*, II, éds D. Defert et F. Ewald, Paris : Gallimard, 2001.

Foucault, M. 1998. *The History of Sexuality: The Will to Knowledge*. Londres: Penguin.

Freedom House. 2016. *Nations in transit 2016*. [En ligne]: https://freedomhouse.org/report/nations-transit/2016/Romania.

Howarth, D. 2000. *Discourse*. Buckingham & Philadelphia: Open University Press.

Ionita, S. 2013. *Protestele nu-s contra RMGC, ci contra statului; răspuns lui Dragoș Aligică*. [En ligne]: http://www.contributors.ro/administratie/protestele/ [consulté le 29 février 2016].

Jørgensen, M., Phillips, L. 2002. *Discourse Analysis as Theory and Method*. Oxford: Sage Publications.

Kreps, D. (ed.) 2015. *Gramsci and Foucault: A Reassessment*. Farnham and Burlington: Ashgate Publishing.

Laclau, E., Mouffe, Ch. 2001. *Hegemony and Socialist Strategy – Towards a Radical Democratic Politics*, 2nd ed. London & New York: Verso.

Marchart, O. 2007. *Post-Foundational Political Thought: Political Difference in Nancy, Lefort, Badiou and Laclau*. Edinburgh University Press: Edinburgh.

Mixich, V. 2013. *Cat de anti-capitalisti, daci, traci sau dreptaci sunt protestatarii Rosia Montana*. [En ligne]: http://www.hotnews.ro/stiri-esential-15586566-cat-anti-capitalisti-da-ci-traci-sau-dreptaci-sunt-protestatarii-rosia-montana.htm [consulté le 29 février 2016].

McAdam, D. 1982. *Political Process and the Development of Black Insurgency 1930-1970*. Chicago, IL: University of Chicago Press.

Munshi, S., Abraham, B. P., Chaudhuri, S. 2009, *The Intelligent Person's Guide to Good Governance*. SAGE Publications India Pvt Ltd.

Poenaru, F. 2013, *Cateva mistificari ideologice*. [En ligne] : http://www.criticatac.ro/23592/cateva-mistificri-ideologice, [consulté le 29 février 2016].

Rancière, J. 2000. Le *Partage du sensible : Esthétique et politique*. Paris : La Fabrique-Éditions.

Rancière, J. 2001. «Ten Theses on Politics». In: *Theory and Event*, Vol. 5, No. 3.

Rancière, J. 1999. *Disagreement: Politics and Philosophy*. Minneapolis: University of Minnesota Press.

Ricoeur, P. 1957. «A Political Paradox». In: *Esprit*, no. 250.

Snow, D.A., Rochford, B., Worden S.K., Benford, R.D. 1986. «*Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation*», *in American Sociological Review*, 51, p. 464-481.

Standard Eurobarometer no. 62, 63, 65, 68, 72, 74, 76, 78 de 2004 à 2012.

Tilly, C., L. Tilly, Tilly, R. 1975. *The Rebellious Century: 1830-1930*. Cambridge, Mass.: Harvard University Press.

Tormey, S. 2015. *The end of representative politics*. Cambridge: Polity Press.

Touraine, A.1971. *The Post Industrial Society*. New York: Random House.

Wieviorka, M. (ed.) 2003b. *Un autre monde ; contestations, de ´rives et surprises dans l'anti-mondialisation*. Paris : Balland.

Žižek, S. 1999. *The Ticklish Subject: The Absent Centre of Political Ontology*. Londres: Verso.

© Revue du Gerflint (France) - Éléments sous droits d'auteur -
Modalités de lecture consultables sur le site de l'éditeur www.gerflint.fr

BDD-A31133 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:57:28 UTC)